

LE BESOIN D'UN PROJET DE SOCIETE

(In rapport d'orientation 2018)

Pour une République écologique / Rapport d'orientation 2018 / Conseil des membres du 27-11-2018, révisé le 21-12-2018

Force est de constater que le « ni droite, ni gauche » ou encore le « et de droite et de gauche », le défaut d'un projet politique clairement formalisé de la majorité présidentielle, le défaut d'un corpus idéologique régénéré des partis de gouvernement (LR et PS) et le confusionnisme idéologique de LFI ont conduit la France aux limites d'un certain chaos, et pour le moins à quelque chose qui va bien au-delà d'une grosse déprime. Rien ne serait plus dommageable si les uns et les autres jouaient le bras de fer : le gouvernement et sa majorité, les Gilets jaunes et ceux qui tentent de les instrumenter.

La voie sécuritaire ne pourra évidemment pas suppléer à une réponse politique et le jusqu'au-boutisme ne débouchera que sur une impasse. Comment pourrait-on imaginer une seule seconde qu'il sorte quelque chose de bon de ces rues à Paris qui brûlent, de ces quartiers saccagés, de ces images télévisuelles d'un Paris barricadé, de ces quatorze quartiers déclarés « à risque » par les forces de l'ordre ? On voit bien la faiblesse du discours qui s'en tiendrait à montrer du doigt les « séditeux » les « factieux » les « putschistes », les amalgamant à ces milliers d'hommes et de femmes venus manifester, souvent pour la première fois, à la fois, leur rejet de la politique gouvernementale et leur volonté d'en finir avec ce que le Président de la République a voulu (comme eux !) remplacer : les élites politiques et les partis, mais aussi les syndicats, la droite et la gauche. Mais surestimant ses forces, mésestimant pour le moins que ce projet ne se fait pas en deux coups de cuillères à pot et qu'il convient d'imaginer et de proposer sans plus tarder un nouveau « système ». La nature politique a horreur du vide.

Le paradoxe, c'est que cette promesse d'Emmanuel Macron qui tarde à se réaliser ajoute à l'exaspération des Français et à l'hystérisation (inaugurée sous l'ère Sarkozy) de la société française. Plus il tardera à transformer ses promesses électorales, plus il prêtera le flanc à ceux qui ne vont pas manquer de lui reprocher de préparer le terrain à ceux qui l'affrontent aujourd'hui, sans parler de ceux qui tireront les marrons du feu, car il sauront proposer un débouché politique le moment venu : le RN. En attendant, un jeu bien dangereux, en tous les cas à moyen terme, serait de conforter les extrêmes, les pros de l'agit prop, les ultras de droite et de gauche, les Gilets Jaunes dans un rôle d'avant-garde révolutionnaire, fut-elle réactionnaire, qu'ils pourraient se découvrir. Le Président, le gouvernement, mais aussi les formations politiques traditionnelles, devront comprendre sans trop tarder le sens historique de ce que les uns et les autres ont provoqué par leur gouvernance, leurs choix politiques, la dissolution de leurs corpus idéologique depuis toutes ces dernières années. Il faut prendre au sérieux la maladresse avec laquelle a été mené le « cap écologiste », ainsi que les insuffisances d'une seule relance économique. Enfin, gouverner n'est pas (que) gérer, telle est la leçon qui est infligée au pouvoir exécutif après 18 mois. Comme est rappelée à tous les acteurs, des oppositions comme de la majorité, l'urgence qu'il y a de refaire de la politique, au sens le plus noble du terme, et ne pas se contenter de verser dans le commentarisme ou de prendre son rond de serviette sur les plateaux TV des chaînes d'infos continue.

La fin du clivage droite-gauche ?

Les résultats et la manière dont se sont déroulées les élections de 2017 pourraient le laisser à penser. Et il est vrai qu'avec l'élimination de deux anciens Présidents de la République, trois anciens premiers ministres, et l'exclusion de la compétition des deux partis de gouvernements, Les Républicains et le Parti Socialiste, on peut se dire sinon que la messe est dite, du moins que c'est bien la fin d'une époque. Mais il ne suffit pas de décréter que le clivage droite-gauche est fini ou qu'il faut le dépasser. En réalité, le clivage droite-gauche, certes quelque peu gélifié aujourd'hui, issu de l'histoire politique française, existe toujours, à ceci près qu'il n'est plus le critère premier de la grille d'analyse politique. La ligne d'affrontement passe ailleurs depuis le Big bang électoral de 2017. Les élections européennes devraient l'illustrer davantage encore. Un nouveau clivage s'est surajouté, mettant en scène ceux qui sont ou se vivent comme « gagnants »-ouverts versus « perdants »-fermés. Il n'est pas douteux que le système politique français ait éclaté. Mais plus que le clivage droite-gauche, c'est son contenu qui a explosé. Encore faut-il l'admettre, ne pas se tromper sur les responsabilités - qui sont largement collectives et le fait de partis de gouvernement enkystés - et avoir la décence de refuser de s'en gargariser ou de raconter des fadaïses aux Françaises et aux Français.

A droites comme à gauches, il est souvent avancé chez les nostalgiques du temps où le fonctionnement du système politique s'organisait autour du clivage gauche-droite, que c'est Emmanuel Macron qui est responsable de son affaïssement, non seulement cela, mais qu'il l'a organisé, en même temps qu'ils nous affirment qu'il s'agit là d'un phénomène conjoncturel, qu'il va y avoir un retour de balancier, le système actuel devant nécessairement être bipolarisé pour fonctionner normalement. Cette analyse est des plus fantaisistes et nous paraît assez curieuse venant de responsables de partis qui n'ont pas été les derniers à déviter, jusqu'à presque l'éteindre, ce clivage structurant de notre 5^{ème} République et plus encore (sic !) à une époque où ni Emmanuel Macron ni LaREM n'existaient. Elle est de surcroît doublement fautive, si l'on veut bien admettre que le « phénomène Macron » n'est pas la cause mais le symptôme et la conséquence de la déliquescence du clivage gauche-droite. Si l'on veut bien considérer que ce clivage, qui structurait jusque-là les relations entre les partis politiques, ne retrouvera pas, dans un avenir prévisible, sa capacité à organiser le fonctionnement du système politique. D'abord parce qu'il a été rejeté par les électeurs en 2017 et que ni Marine Le Pen, ni Jean-Luc Mélenchon, qui dominent actuellement les droites et les gauches n'en veulent. Sans compter que le « Ni droite ni gauche » est aussi un slogan que l'on retrouve au centre. Soulignons un autre fait qui remet les yeux en face des trous : la portion de l'électorat qui choisit des candidats se situant par rapport au clivage gauche-droite représente aujourd'hui une portion congrue, au mieux un quart des électeurs et électrices. Enfin, on ne peut pas exclure que la décomposition-recomposition actuelle du système des partis produite par des années de confusionnisme idéologique et d'expérimentations diverses de nomadisme politique, visibilisée par les réalignements électoraux en cours, ne débouche sur une re-bipolarisation différente de celle qui se structurait hier autour du clivage gauche-droite. En réalité, la recomposition politique, conséquence de la décomposition idéologique des partis de gouvernement de ces dix dernières années, n'est en fait que la mise en conformité du paysage électoral avec le processus de fragmentation dans lequel la France est engagée depuis ces dernières décennies, depuis grosso modo 1995. Souvenons-nous que la période qui a précédé l'élection d'Emmanuel Macron a montré que les deux grands partis de gouvernement subissaient et des tensions internes croissantes et une difficulté de plus en plus grande à dominer leur propre camp. Le quinquennat Hollande s'est soldé par une autodestruction du PS comme parti de gouvernement.

La primaire élargie du PS de 2017 et les mois qui ont suivi ont apporté la confirmation que les deux gauches qui le composaient s'ingéniaient vraiment à être « irréconciliables ». À droite, la primaire de LR et du centre avait pareillement montré que les juppéistes et les sarkozystes représentaient dorénavant deux droites très différentes. Surtout, à l'extrême droite, le FN a réussi, dès les élections européennes de 2014, à dépasser le parti « gaulliste ». Avant même le premier tour de 2017, la position dominante des deux grands partis qui alternaient au pouvoir depuis 1981 était menacée. L'unité, à gauches comme à droites, semblait donc sinon difficile à reconstruire. Au point qu'il ne fut même plus possible d'en maintenir l'illusion. Une chose est de vouloir en finir avec la bipolarité de la vie politique française, après on sent bien qu'il ne suffit pas qu'elle soit annoncée, elle pourrait très vite reprendre ses droits si un autre schéma, un projet alternatif, n'était pas très vite proposé et accepté par les Français, qui prennent en compte précisément cette fragmentation de la société française. Qui peut douter par ailleurs de la persistance de ce clivage dans l'imaginaire des Français, même s'il se confirme lors des prochaines échéances électorales qu'ils ont envie d'autre chose ? Cette notion a certes changée, elle a été profondément bousculée depuis 25 ans au fil des alternances et on ne compte plus les sondages qui mesurent la tendance à la hausse, année après année, du nombre de sondés qui considèrent « les notions de droite et de gauche sont dépassées ». Le fait est qu'au fil de ces mêmes années, la gauche et la droite leur ont semblé se distinguer de moins en moins sur les enjeux les plus importants. Sans que l'on sache jamais exactement si les électeurs se réjouissent du caractère obsolète du clivage ou le regrettent en regard de cette espèce de grande « cousinade » qu'est devenue la politique française. Qui ne voit que sur le long cours ce clivage droite-gauche a surtout été marqué par une crise de l'offre politique plus que par une crise de la demande électorale ? En réalité, depuis les Européennes de 1994, une chose persiste, c'est qu'une fraction non négligeable de la population n'est pas essentiellement consensuelle et continue de chercher désespérément une traduction politique. Ce clivage a pris un contenu différent depuis 1789 et le XIX^e siècle. De nouveaux clivages ont émergé à la faveur du Traité de Maastricht qui a vu se dessiner une opposition entre les défenseurs de l'Etat-Nation et les partisans de la construction européenne. Ensuite, une autre césure a été testée entre ce qui serait les « démocrates » soucieux de respecter les rythmes de la société et les « républicains » désireux de prendre à bras le corps les questions de moment. Un troisième clivage a surgi depuis lors, un tantinet plus primaire : celui qui prétendait transposer sur le plan politique la hiérarchie sociale verticale définie autour de la dualité élites-peuple ou classes moyennes-classes populaires. En 1995, Jacques Chirac misa sur la prégnance de ces clivages alors émergents. Une autre option fut celle du « juste milieu » accréditée par Lionel Jospin déclarant qu'il serait le candidat du « bon rythme » entre un Balladur jugé immobile et un Chirac sur tous les fronts. On se souvient de ce qu'il en fut de cet objectif d'incarner une gauche moderne et modérée, en donnant à voir un « président-citoyen » plutôt que de se risquer à braquer les intérêts dominants. On se souvient de cette stratégie basée sur la (re) conquête d'un électorat centriste.

Résultat des courses : le premier tour de la dernière présidentielle confirme les tendances à l'œuvre. Le score du candidat PS est passé entre 2012 et 2017 de 28,6% à 6,4%, marquant ainsi la fin du PS comme parti dominant à gauche alors que Jean-Luc Mélenchon, le candidat de LFI (candidat Front de gauche en 2012), grimpa de 11,1 à 19,6%. Le score du candidat UMP/LR a baissé dans le même temps de 27,2 à 20% tandis que celui de la candidate du FN/RN progressait de 17,9 à 21,3%, marquant la fin à la domination de LR sur la droite. Avec une première historique : les deux partis de gouvernement se retrouvent exclus du second tour. L'observation des itinéraires de vote entre les premiers tours de 2012 et 2017 montre

accessoirement que la nouvelle configuration des candidatures due à la présence d'Emmanuel Macron et la crise des deux partis de gouvernement ont permis aux tendances centrifuges latentes au sein des électorats de ces deux partis de s'exprimer électoralement (Cf. l'enquête Cevipof/Ipsos de 2017 qui a mesuré l'ampleur des changements électoraux individuels entre les deux élections). Qui ne voit que nous assistons à la fin d'un cycle historique ? Le PS subit le sort qu'a connu le Parti radical après la Seconde Guerre mondiale. Ni la synthèse miterrandienne ni la "gauche plurielle" de Lionel Jospin n'ont pu durablement masquer ses incohérences idéologiques internes depuis le milieu des années 90, aggravées par un défaut de travail idéologique mis en jachère par le PS après 2002. Les piliers de la gauche - l'horizon du progrès, la mission historique de la classe ouvrière, l'appropriation collective des moyens de production et la vision rousseauiste de l'homme - se sont désintégrés. Elle s'est alors largement rabattue sur ce que l'on pourrait appeler le "gauchisme culturel", comme un facteur central d'identité, juxtaposé à la question sociale dans la plus grande confusion. Il ne faudra sans doute pas attendre longtemps avant de voir les gauches s'ingénier, à la faveur des élections européennes, à achever leur tentative de suicide de 2017, en manœuvrant de telle sorte que la gauche ne soit vraiment plus un espoir et même plus un regret ensuite.

Car enfin, ou sont passées les consciences de gauche, les consciences à gauche ?

On peut douter que ce soit dans les marécages conspirationnistes de ceux qui se posent en premiers opposants à Emmanuel Macron (Jean-Luc Mélenchon et LFI) pour se placer au cœur du jeu politique. Au passage, le « Moi Mélenchon » hurlé lors de la perquisition de leurs locaux prend un peu plus de surface encore. Ce faisant, Jean-Luc Mélenchon et LFI donnent de la légitimité à des schémas conspirationnistes particulièrement périlleux dans la période. C'est d'une inconscience folle. Tout serait sous le contrôle direct et implacable d'une volonté unique cachée. Mélenchon n'a de cesse de nous annoncer que le siège du Spectre serait à l'Élysée. Comment peutil ne pas voir que ce jeu est extrêmement dangereux ? Car les théories du complot sont aujourd'hui en train de tout empoisonner, sur l'Internet et dans les réseaux sociaux, sur la critique sociale, en remplaçant la critique des logiques structurelles d'inégalité, de domination et de discrimination, par la focalisation sur les supposées manipulations cachées propres à quelques individus puissants. On croyait l'utilisation des thèses complotistes l'apanage de l'extrême droite pour surfer sur l'air du temps ultraconservateur. LFI lui emboîte le pas. Marine Le Pen a d'ailleurs avancé sur Twitter une défense de LFI après les récentes perquisitions à son siège, empruntant une fois de plus au conspirationnisme. Moyennant quoi, Mélenchon illustre juste sa rupture avec ses propres idées et avec l'individualisme démocratique pour tous et l'autogouvernement des peuples. Et choisit de ne nous donner à voir de lui que l'autopromotion élitiste de l'individualité du seul chef et le gouvernement du peuple par ce même chef. Il est permis de le regretter tant on sait par ailleurs les capacités de l'homme politique, l'un des rares à avoir une intelligence historique d'enjeux politiques du moment présent et l'un de ceux à avoir su susciter à gauche des espoirs de rénovation de la politique à la faveur de ses candidatures lors des Présidentielles de 2012 et 2017. Les perquisitions auraient pu faire converger une volonté positive autour de la cause réformatrice d'une justice délivrée de la tutelle du pouvoir politique. Les réactions de Jean-Luc Mélenchon l'ont rendu impossible. Le résultat est que les gauches continuent à s'autodétruire.

Au-delà de ce fait divers, il faut surtout bien prendre conscience que les notions de gauche et d'émancipation pourraient devenir de simples objets folkloriques. Car il n'y a pas de nécessité en histoire, et ce qui est né au XVIIIe siècle peut bien dépérir aujourd'hui. Il reste, comme

appuis à l'espérance, les engagements associatifs locaux, les luttes syndicales, les engagements citoyens, des expériences alternatives, l'économie sociale et solidaire, la dialectique des attentes et des déceptions citoyennes, en particulier parmi ces sympathisants de gauche qui incarnent « la gauche mélancolique », qui rêvent encore d'autres gauches possibles, il reste enfin la volonté de toutes celles et de tous ceux - et ils ne sont pas les moins nombreux - qui entendent repenser et repenser la politique. Il reste également que le Président peut se révéler plus bienveillant qu'il ne l'a été pour les catégories populaires et décide de gouverner un peu moins au centre comme il donne l'impression de le faire jusqu'à maintenant. Cependant qu'un déclic pourrait se produire qui amènerait LaREM (qui a un énorme boulot idéologique et organisationnel devant elle si elle veut persister dans le temps) et le gouvernement à marcher sur leurs deux jambes.

Les valeurs, mais quelles valeurs ?

Autre sujet que l'on brandit souvent à l'envi pour en dénoncer la fin ou la « crise » : les valeurs. Les valeurs sont souvent mises en avant pour tenter de se définir ou de se redéfinir politiquement, pour expliquer l'état de la France et du monde - ou son propre état - sans que l'on sache toujours ce que cela recouvre. Tout un chacun les met en avant pour expliquer leur affaiblissement ressenti. Mais y a-t-il vraiment, depuis le temps que l'on en parle (approximativement depuis 25 ans) une « crise » des valeurs, comme il y aurait une crise du clivage droite-gauche ? Et si, plus que la « crise des valeurs », ce qui nous guettait c'était une certaine banalité démocratique ?

Il y aurait crise si sur la majorité des sujets essentiels, on ne savait plus où l'on en était, si on en était à se demander par exemple qui est le mieux, de la justice ou de l'injustice, du partage ou de l'égoïsme, du courage ou de la lâcheté ? Chacun connaît la réponse. Sauf peut-être chez les indémodables conservateurs. Ou chez les plus déboussolés. En réalité, ce ne sont pas tant les valeurs qui ont fait défaut ces dernières années que la difficulté des dirigeants politiques à les faire vivre quand ils sont aux manettes, notre incapacité collective à continuer de vivre en conformité avec ces valeurs, à proposer des phares et des balises aux français pour les aider à s'y retrouver dans un monde en perpétuel évolution. Ainsi, les valeurs de notre République qui servent de références, considérées historiquement comme représentant « le bien » et « le vrai » sont-elles parfois trop formelles ou mises à mal. Les droits de l'Homme que sont la liberté, l'égalité, la fraternité, la justice, le rejet de l'esclavage et de la haine et leur cortège de droits associés (droits civils, politiques et sociaux dont doivent bénéficier tous les êtres humains, sans distinction de race, de sexe, de religion ou de nationalité) sont en réalité loin d'être obsolètes et ne demandent qu'à être pratiqués. Au fond ce qui est en jeu ici aussi, ce sont les vertus, plus que les valeurs. Celles dont chacun de nous, citoyen, électeur, élu, dirigeant est le seul responsable.

Mai 68 s'en était pris à quelques valeurs qui moralement n'étaient pas essentielles. Depuis des siècles, les esprits libres, de Diderot jusqu'à nous, savons bien que ni la hiérarchie, ni le travail, ni la famille, ni la Patrie ne sont des absolus. Il n'y a guère que la morale sexuelle à laquelle s'en est pris Mai 68. Pour le reste, Mai 68 a surtout conduit à amener le marché à prendre le dessus sur le travail, la famille et la patrie. Et à faire accessoirement de la loi du marché la valeur de référence d'aujourd'hui. En revanche ce qui semble s'effriter en France, c'est le même refus de deux systèmes. D'une part, la religion et toute morale révélée qui prétend s'imposer de manière transcendante, toute idée de commandement, d'autre part, le nihilisme, l'idée que tout

se vaut, que donc tout est permis. Nous sommes sans doute à un moment crucial où la question pourrait se poser précisément de savoir comment ne pas tomber ni du côté d'un certain absolutisme, ni du côté du nihilisme. En choisissant la voie du relativisme ? On voit bien, même si l'on considère qu'il n'y a de valeurs que relatives, qui ne sont que des constructions idéologiques ou théoriques mises en branle surtout pour réguler les relations entre individus - et donc modifiables - que le relativisme n'est pas forcément la meilleure voie à emprunter pour éviter ces deux écueils. Ce qui est plus visible aujourd'hui, c'est aussi sans doute que les Français ne savent plus à quelles traditions ils peuvent se rattacher ou dans lesquelles ils peuvent se reconnaître. Spinoza, Montaigne, Socrate, en gros la tradition gréco-judéo-chrétienne, ou Nietzsche ? Encore moins à quelles traditions nouvelles ils pourraient se raccrocher... Le débat sur les valeurs n'est pas sans intérêt, il est même utile à la vitalité intellectuelle d'un pays. Mais il ne faut pas oublier que ce qui importe aussi, au plan politique, au plan de l'organisation et de la bonne marche de la société, les valeurs n'obligeant à rien et n'étant pas susceptibles de sanctions, ce sont les principes (« la France est une République est indivisible, laïque, démocratique et sociale »), les lois et les règles communes. Et les projets que l'on choisit de se donner pour faire vivre ces principes et aller de l'avant.

C'est la question essentielle qui intéresse le PRé depuis 2010. L'émancipation est une promesse issue de la Révolution française, qui se réincarnera dans le Commune de Paris, inspirera les rédacteurs de la loi de 1905 (sacralisant le caractère laïque de la République), sera remise au goût du jour au lendemain de la seconde guerre mondiale, dont le mot même a pu tomber en désuétude, après une période d'engourdissement de la critique sociale, mais dont l'actualité n'a jamais été aussi criante qu'aujourd'hui. C'est aussi une question que pose le sociologue Philippe Corcuff : « Les idéaux d'émancipation, de sortie de l'homme hors de l'état de tutelle, selon l'expression de Kant, formulés dans une perspective républicaine au XVIIIe siècle, puis socialiste aux XIXe et XXe siècles, pourraient être réduits à un folklore »(...). Car « les deux se présentent comme des réponses à l'essoufflement oligarchique de la forme parti, tout en exprimant des régressions par rapport à elle », avec des points communs : « un chef crée un mouvement autour de lui, en donnant une logique verticale et césariste à la relation au leader. Exit les fragiles contre-pouvoirs persistant encore dans les partis bureaucratisés ! Sous le marketing de «l'antisystème», de «la rénovation», de «la politique autrement», de «la société civile» et de «la démocratie», une tutelle unifiée s'installe... » [22]. Certes, répondre à la question ne s'annonce pas aisé. Tant nombre d'acteurs actuels sont plus obnubilés par des têtes à faire tomber, des positions à maintenir, des postures à peaufiner, des jeux tacticiens, de la haine sociale à diffuser, que soucieux de s'évertuer à se réinsérer dans l'horizon d'un autre monde possible. Manquant de cette modestie et de ce pragmatisme qui consisteraient à accepter de prendre comme points de départ les besoins des gens, les initiatives citoyennes, les mouvements sociaux et les expérimentations ou expériences alternatives locales. En réalité, la radicalité des figures françaises de « la gauche de la gauche » s'appliquent avant tout aux ambitions personnelles, souvent fantasmées, de leurs leaders. Notons au passage que leur usage du mot « radical » a peu à voir avec celui chez Marx qui renvoie à « la racine » des choses, autrement plus diverses et emmêlées qu'ils ne veulent le dire ou le croire. L'on préfère s'aligner sur les critiques manichéennes et simplistes plus à même d'être reprises par les piliers de comptoir, comme par les piliers de l'Internet (« c'est la faute aux médias », « c'est la faute à l'individualisme »...) que de prendre la mesure des difficultés après les échecs et les impasses du XXe siècle. Ont-ils jamais fait montre de leur acceptation de se coltiner les rugosités du réel,

de s'aventurer sur la question des contraintes qui pèsent sur nous, nos faiblesses mais aussi nos possibilités ?

Nous pensons au contraire qu'il ne faut pas se raconter ni raconter d'histoires. Ce n'est pas avec la même grille de lecture qu'il y a un siècle que nous pouvons appréhender les grands problèmes environnementaux, locaux et mondiaux. Et que nous pourrions dessiner un nouvel horizon politique. Il y a l'urgence écologique, mais il y a surtout le fait que les questions écologiques sont devenues des questions sociales, que les inégalités sociales ont une incidence notable dans les crises écologiques : la richesse excessive et la pauvreté extrême, et plus généralement les inégalités de revenu et de pouvoir, ont quelque chose à voir avec les dégradations environnementales. Il y a que la détérioration, voir la destruction de notre environnement, ne peut s'expliquer par le seul excès ni le seul défaut de développement économique. Elle est aussi la conséquence d'une carence de développement humain et institutionnel. Notre conviction est que la démocratie est l'un de nos meilleurs outils pour faire face au dérèglement climatique et affronter les enjeux de la transition écologique et sociale, à la condition que nous affirmions la centralité du principe de justice et d'égalité. Notre vision est celle d'un projet réconciliant les impératifs contradictoires de progrès et de conservation, comprenant les enjeux écologiques pour mieux les gouverner. Elle est celle d'un projet politique invitant à l'action, portant un message positif : nos sociétés seront plus justes si elles sont plus soutenables; plus soutenables, elles n'en seront que plus justes. Elle est celle d'un projet qui veut embrasser tout à la fois la question écologique, la question sociale et la question individualiste. Car ce projet, nous le voyons inspiré fondamentalement par la redécouverte de l'importance de l'individu et de son épanouissement, contre le tout collectif imposé de manière erronée par nombre de « marxistes », qui n'ont jamais voulu voir chez Marx des prémisses de prise de conscience écologique qui entraient évidemment en tension avec l'imaginaire productiviste du XIXe siècle. L'enjeu est aussi de formuler des repères, aujourd'hui éclatés, pas seulement suite à un mouvement de confusion des idées, mais aussi suite à un mouvement de spécialisation des savoirs, comme à l'émergence d'une certaine culture « postmoderne », qui tend à célébrer l'émiettement du sens, voire le relativisme du « tout se vaut ». Ces mêmes repères sont aussi abîmés au travers les formes plus récentes dénommées « post-vérité » avec cette tendance à considérer que les faits bruts n'ont aucune espèce d'importance, que seules comptent l'émotion et les opinions personnelles. Le référendum britannique et l'élection de Donald Trump ont parfaitement illustré ce processus. Si le recours au mensonge et à la désinformation n'est pas rare en politique, ce qui est significatif avec le Brexit et l'élection américaine, c'est que, même avéré, le mensonge acquiert comme jamais un potentiel de séduction et de nuisance. Les discours des « populistes » à cet égard donnent de plus en plus de fil à retordre aux « fact-checkeurs » qui se donnent pour mission de vérifier les paroles des politiques. Ainsi, le Washington Post avait calculé que 70 % des déclarations de Donald Trump déformaient la réalité ou étaient fondées sur des mensonges. Cela ne l'a aucunement empêché d'être élu... L'émergence de « post-vérité » est facilitée, par la montée en puissance des réseaux sociaux aux effets démultiplicateurs, comme par une défiance croissante vis-à-vis de faits présentés par certaines élites politiques. L'expression « post-Truth » empruntée à Ralph Keyes, auteur de *The post-Truth era* (2004) a aussi été employée la même année par le journaliste américain Eric Alterman en évoquant une « présidence post-vérité » pour qualifier les mensonges de Georges Bush après le 11 septembre dans un livre intitulé *Quand le président ment*. La même année, le sociologue britannique Colin Crouch, parle de « Post-démocratie » pour désigner un système dans lequel « le débat public électoral est un spectacle contrôlé par

des professionnels en techniques de communication publicitaire, de persuasion, ce que l'on appelait autrefois propagande. Au point où aujourd'hui l'on se demande si la vérité n'est pas devenue secondaire, accessoire.

Il y a deux grandes façons de réagir : soit on développe une nostalgie des visions totalisantes, tout en étant conscient de leurs impossibilités. Soit, prenant (enfin) acte de la fin des systèmes théoriques totalisants, on se fait plus modeste, plus optimiste et plus pragmatique dans son approche philosophico-politique, comme un Michel Foucault, un Jacques Rancière, un Luc Boltanski ou un Michel Serres, en France. Est-il utile de préciser que le PRé se situe plutôt de ce côté-là ? Ajoutons que notre positionnement pragmatique ne se contente pas de l'étude du local, ni se fonde dans un localisme échevelé qui confinerait à de la conservation. Il s'efforce de penser local et global en même temps, mais sans céder au pouvoir d'attraction incontrôlé du total. Il n'escamote pas le nécessaire travail théorique qui reste à poursuivre en parallèle pour réexaminer les logiques de la critique et de l'émancipation, qui nécessite de puiser dans la sociologie, la philosophie politique, mais aussi les savoirs populaires et les cultures dites ordinaires (cinéma, série TV, chanson, roman, polars...). Nous croyons que cette approche multiple peut éclairer autrement notre façon de penser, mais aussi formuler différemment nos espérances. Tout en étant susceptible de faire naître des étincelles d'intelligibilité nouvelles en nous aidant à nous dépêtrer avec nos questionnements existentiels sur le sens et la valeur de la vie. Nous sommes surtout convaincus qu'il ne suffit pas de se livrer à la mise en cause d'un « système » d'exploitation unifié (comme « le système capitaliste » ou plus récemment « l'Empire » chez Negri) [23] et que l'on ne peut pas éviter de se confronter à la question des institutions qui ont aussi, quoi qu'on en dise, des aspects protecteurs des droits individuels et collectifs, et donc au problème de la stabilisation des liens sociaux. Notre utopie, si cela en est une, passe par la volonté de bâtir - dans une logique assez proudhonienne dans les intentions - et la visée d'équilibration des contraires, un espace public aménageant les tensions entre une pluralité de volontés, d'identités, de pouvoirs, d'intérêts, etc. Disons-le sans plus de détours, cette utopie que nous voulons concrète a tout à gagner à se ressourcer avec le libéralisme politique esquissé par Montesquieu et la dialectique démocratique suggérée par Merleau-Ponty. Comme à se retourner vers des penseurs plus classiques, pour faire se croiser les attentes de sécurité vis-à-vis d'un cadre collectif (Hobbes, Locke) et la critique radicale des tendances oppressives à l'œuvre dans les cadres collectifs établis que sont l'Etat, la nation (La Boétie, Fichte) [24].

Notre projet, celui du PRé, est celui qui allie fondamentalement l'écologie et le social, qui n'oublie pas de se préoccuper du bien-être des Hommes aujourd'hui, mais aussi celui des générations futures, qui n'oublie pas de mettre la justice sociale au centre des débats et des politiques publiques, qui ne s'interdit pas d'ouvrir la perspective de la mise en tension du possible et du praticable, qui entend expérimenter le dialogue du pragmatisme et de l'utopie (Cf. Thomas More et John Dewey). Notre projet est celui qui interroge jusqu'à la notion de « progrès » (avec notamment Walter Benjamin, Hans Jonas, Ulrich Beck, Bruno Latour) que l'on a trop parfois tendance à idéaliser. Notre vision d'un projet social-écologiste est aussi celle d'un projet qui a le souci de réinventer la démocratie et les processus d'élaboration démocratique, en considérant le bénéfique, malgré les vicissitudes, de la stabilité procurée par les institutions représentatives, tout en traitant la question de la confiscation de cette démocratie. Il s'agit rien moins que d'inventer, en puisant dans notre héritage intellectuel et pratique et dans des débats contemporains, une nouvelle politique d'émancipation pour le XXI^e siècle.

Dans son livre *Où est passée la critique sociale ?* (2012), Philippe Corcuff qui s'efforce précisément de procéder à un travail de clarification théorique, au croisement de différents registres intellectuels et culturels (sociologie critique, philosophie politique, critiques sociales issues des mouvements sociaux et cultures ordinaires) suggère de prendre appui sur la tension dynamique entre la sociologie critique de Bourdieu et la philosophie émancipatrice de Rancière. Si l'analyse de Pierre Bourdieu met l'accent sur les dominations qui contraignent les individus jusque dans leurs corps eux-mêmes, et cela de manière inconsciente, elle n'écarte pas le risque d'enfermer les « dominés » dans leurs contraintes, contrariant d'autant leurs possibilités d'émancipation individuelle et collective de leurs tutelles. De ce point de vue, le recours à Jacques Rancière, qui s'intéresse aux capacités des personnes, jusqu'aux plus dominées d'entre elles, donne des points d'appui pour l'auto-émancipation des individus et des groupes. Nous n'oublions pas pour autant que le poids des dominations peut bloquer ces capacités. Mais en mettant en tension Bourdieu et Rancière, on peut partir des capacités et des incapacités des dominés dans la critique du monde tel qu'il va - ne va pas - comme dans la visée d'émancipation. On peut certes penser que cette visée est assez antinomique avec un système capitaliste mondialisé tel qu'actuellement. D'altermondialisme en Printemps arabes, d'Indignados en Occupy Wall Street, de Wikileaks aux Anonymous, de Nuits Debout aux Gilets jaunes en passant par les Marches pour le climat, un vent critique refait surface à travers des mouvements sociaux nouveaux souvent vivaces. Il n'est pas douteux que les contraintes structurelles que ce système fait peser sur les femmes et les hommes (logique d'exploitation du travail et de la nature ainsi que marchandisation généralisée) fragilise, quand elle ne la rature pas, l'individualité de chacune et chacun, génère de surcroît des inégalités sociales et compromet dans le même temps la planète. Mais en attendant de trouver le cadre « idéal » hypothétique qui pourrait se substituer au cadre capitaliste actuel, nous faisons le pari que la question individualiste, la question sociale et la question écologique peuvent avancer au travers un projet social-écologiste. Le capitalisme n'est pas un ensemble complètement homogène. On sait depuis Marx qu'il recèle des contradictions internes (capital / travail, marchandisation / déploiement de la personnalité individuelle, logique du profit / nature). Voulons-nous pour autant attendre des jours meilleurs pour commencer à ouvrir des possibilités émancipatrices dans les brèches ouvertes ? Voulons-nous nous réfugier derrière l'image manichéenne d'un capitalisme toutpuissant contre lequel rien ne serait possible où tout serait vain, ou d'un (méchant) ultralibéralisme qui serait la cause unique de tous nos maux ? En réalité, on paye aujourd'hui le divorce entre l'explication du monde et la capacité sinon à le changer du moins à le transformer. Comme le relève Jacques Rancière, « on peut tout expliquer en termes marxistes, mais cette explication ne fait plus qu'accompagner le temps de la domination. La marche du progrès devient alors une marche à l'abîme et le communisme est invoqué comme le dieu heideggérien qui seul peut nous sauver au bord de la catastrophe ». Pouvons-nous nous satisfaire qu'une bonne partie de notre diplomatie soit sous-traitée par des ONG, comme peut l'être par ailleurs la résistance au capitalisme mondialisé délaissé par les forces de gauche ?

Il est urgent de ne pas se résigner aux assignations de toutes sortes, sociales, culturelles, religieuses, etc. que l'on inflige aux humains. Comme il est urgent de ne pas perdre de vue que l'émancipation a d'abord été une reconquête du temps, une lutte pour abolir le partage entre ceux qui ont le temps et ceux qui ne l'ont pas. Or, aujourd'hui, on a l'impression que c'est une dimension qui est devenue presque surréaliste lorsqu'on l'évoque. Que peut-on attendre d'une gauche intellectuelle et politique qui a réduit sa capacité à transformer les valeurs et les normes

dominantes à un simple toilettage, et à ajouter un zeste de moralisme et de juridisme au système actuel ? Qui ne semble n'avoir rien d'autre à offrir qu'une adaptation indéfinie ? Qu'attendre de plus de la gauche « bougiste », « installée dans son rôle de légitimatrice de l'essentiel et d'administratrice de l'inessentiel », affairée surtout à maintenir ses positions ?

Un projet qui s'appellerait Social-écologie

A gauche, on n'en finit plus de constater l'extrême fragilité de la social-démocratie en Europe, quasi moribonde depuis 2008, pour le moins totalement épuisée, alors même que la crise financière lui donnait raison. Paradoxe, on ne peut plus cruel. Force est de constater de surcroît, son peu d'acclimatation au terreau français où l'on parle beaucoup de démocratie sociale, mais ou pas grand-chose de notablement fort depuis les lois Auroux n'a été mis en place pour la faire vivre, où le syndicalisme est éclaté, les syndicats divisés, avec un taux de syndicalisation qui a tout à envier aux autres syndicats européens. On aurait pu croire qu'après la chute du mur de Berlin en 1989 et la fin des illusions sur le communisme, un boulevard pouvait s'ouvrir à cette social-démocratie qui avait tout de même brillé dans un certain nombre de pays, notamment du Nord. C'est tout le contraire qui se produit, comme si la social-démocratie rappelait trop à ces pays de l'Europe de l'Est et orientale le communisme, alors qu'ils aspiraient d'abord à goûter à « l'abondance », incarnée à leurs yeux dans la société et l'économie de marché. Le modèle français, belge, italien, espagnol ou portugais des coopératives et de la mutualité, de ce que l'on appelle l'économie sociale, fit parfois figure de repoussoir mettant à mal les volontés de coopérations sociales et économiques avec les pays de l'Ouest, dont la France en tout premier lieu. La chose paraît tellement entendue que la social-démocratie n'est plus un cadre opérationnel susceptible d'ouvrir des voies d'avenir que, fin mai 2013, le champion de la social-démocratie en Europe, le SPD allemand anticipait, pour ne pas dire entérinait, la mort de la social-démocratie, en créant « l'Internationale progressiste » pour ne pas se retrouver orphelin le jour où l'Internationale socialiste (l'IS) sera vidée entièrement de son sens et devenue une peau de chagrin. Côté français, la gauche de gouvernement incarnée dans l'antique PS ne semble toujours pas admettre – pas moins que la droite classique – que la recomposition politique est belle et bien en marche. Il est assez incroyable de réaliser encore aujourd'hui que ce parti qui dominait la vie politique, sur tous les plans, national et local, lorsque François Hollande a été élu président de la République en 2012, a tout perdu en un seul quinquennat du fait de contradictions idéologiques anciennes devenues trop insurmontables, mais aussi de son incapacité à se remettre en cause et à bouger ne serait-ce que d'un iota. On a presque envie de dire qu'il est peut-être presque trop tard pour le PS actuel d'Olivier Faure pour muter. Tant la fuite de son électorat, tout encore à son désabusement, est inexorable. Tellement vrai que l'on a le sentiment qu'il ne servirait à rien au PS de se ripoliner façon socialdémocrate, de faire ouvertement son Bad Godesberg, après avoir si longtemps refusé de tirer les conséquences du tournant « social-libéral » de 1983. Et refusé de faire son autocritique depuis 2002. A commencer par Lionel Jospin, homme intègre s'il en est, ancien Premier ministre socialiste de Jacques Chirac et candidat à la Présidentielle de 2002, qui n'a toujours pas prononcé ou écrit un mot à ce sujet depuis 16 ans. Oui, il est sans doute trop tard. D'abord parce que le PS d'Epinay, celui de François Mitterrand, est mort, tué, non pas sous les coups de ses adversaires, mais sous celui de ses propres partisans. Etouffé sous le poids de sa paresse intellectuelle ou de sa perte de goût pour les idées, et assurément de son confusionnisme idéologique sur certains sujets de société, malgré les efforts de son avant-dernier 1er secrétaire Jean-Christophe Cambadélis qui a tenté de remettre son parti au travail tout en l'appelant « à se dépasser ».

Une voie était pourtant possible pour se régénérer, valable pour l'ensemble des gauches, à commencer par le PS : celle de la social-écologie, mais ce dernier a manifestement raté le coche comme si cela contrariait sa nature ou qu'il ne croyait pas lui-même à sa potentialité. Moyennant quoi, 2017 a signé une défaite historique, et le PS étalé son impuissance à se renouveler et à recréer de la confiance avec les Français. En réalité, le PS a souffert d'une erreur de diagnostic qui date de l'époque Jospin. Ce dernier du reste le reconnaît en creux dans son livre *Le monde comme je le vois* (2005) : il y concède le fait que « la seule pensée originale soulevant des questions neuves fut l'écologie », mais souligne que « la croissance zéro interdirait de satisfaire et le Nord et le Sud » et y confesse la difficulté à réunir le socialisme et l'écologie. L'on peut savoir gré au candidat du PS, Benoit Hamon, d'avoir essayé de lancer des idées, d'avoir même essayé de porter un début de projet esquissant une conjugaison entre socialisme et écologie pendant la campagne présidentielle. Sauf que sur les autres registres, il a souvent été un peu court (revenu universel), un peu flou (République, laïcité), carrément confusionniste (multiculturalisme, religiophobie...), nonobstant le fait qu'il s'est efforcé d'épouser l'idée participative. Mais ayant été soumis par Jean-Luc Mélenchon, on voit mal son avenir hors du PS qu'il a choisi de quitter de son propre chef, le lendemain même de la Présidentielle, pour tenter de faire prospérer ailleurs son ambition.

L'extrême gauche, quant à elle, n'est plus ce qu'elle était non plus, totalement rabougrie. La gauche dite « radicale » ayant extrêmement de mal à sortir de l'impasse idéologique et politique dans laquelle elle s'est mise elle-même. Sa tête de pont », LFI, a pourtant un atout : elle s'est écologisée, un peu avant et avec plus de volontarisme, en tous les cas plus d'enthousiasme, même si avec un peu plus de dogmatisme, que le PS. Mais ce nouveau visage est largement brouillé. L'utilisation d'un ton de gauche dans les discours associé à des positionnements assez réactifs sur certaines questions (comme la problématique des migrations) ; extrêmement eurosceptiques sur l'Europe, tout en empruntant par moments au champ lexical de la droite dure, pour ne pas dire extrême (l'exemple emblématique est l'utilisation du terme « mondialiste »), n'est pas de nature à agréger durablement à gauche. Plus encore, sa position adoptée le soir du premier tour de la présidentielle a été bien au-delà de son envie de tuer le PS, elle a conduit à l'effacement durable de la gauche. Alors qu'il avait la possibilité de la rassembler autour de son mouvement, il s'est défaussé de sa responsabilité, oubliant la leçon mitterrandienne, préférant in fine opter pour la posture populiste d'un Beppe Grillo, comme pour nourrir son obsession présidentielle muée en amertume. Comment, dans ces conditions, pourrait-il affirmer sa « centralité » dans la recomposition du paysage politique ? Et que dire de ce nouveau penchant depuis un an et demi à « s'indigéniser », à se communautariser et à s'autocaricaturer dans les errements d'un gauchisme culturel ? A un point tel qu'il ne serait pas étonnant que LFI voit se liquéfier une partie de ses soutiens tant militants que sympathisants. Car associé au reste, il heurte de plein fouet la sociologie électorale de LFI. L'absence de discours clair sur ce point de la part de Jean-Luc Mélenchon, enfermé dans les contradictions de son mouvement, entre la ligne plutôt républicaine qu'il a affichée lors de la Présidentielle et les tiraillements gauchistes de sa base, n'aide évidemment pas. On en arrive à une LFI transfigurée, certains de ses animateurs et sympathisants allant jusqu'à dire « défigurée », préférant faire l'économie du social en s'emmitouflant dans le « sociétal », céder à des accès d'identitarisme, se convertir à une inversion de presque tous les signes distinctifs de ce qui fut anciennement la gauche, faisant de la laïcité, la République, jusqu'au peuple, des suspects. Ce qui n'a rien d'étonnant si l'on songe que LFI a été jusqu'à gommer l'utilisation du mot « gauche » dans ses discours tout en adoptant une ligne clairement populiste. Certes, il n'y a pas qu'à LFI, où l'on peut constater

quelques inversions de valeurs. Une partie de la gauche démocratique, dite de gouvernement, est aussi concernée par cette évolution. Reste que la verticalité de son fonctionnement, très peu démocratique (revendiqué du reste comme tel), nonobstant quelques emprunts au fonctionnement des écologistes politiques (l'utilisation du tirage au sort pour constituer par exemple les 2/3 de son assemblée représentative en est un), son obsession du contrôle de l'appareil, son refus des tendances (très léniniste et sans doute également instruit des désagréments causés par les « courants » au PS), pourraient borner le développement de LFI. LFI souffre par ailleurs d'un manque d'homogénéité, très hétérogène idéologiquement, notamment entre Paris, l'IDF et la province. Une chose pour une formation est de vouloir se distinguer des partis, en se revendiquant différent, plus moderne, en phase avec son temps, une autre est de réussir à faire sens et à ce que le militant puisse s'y retrouver sur la durée, trouver son mouvement légitime et le citoyen électeur s'y identifier. Une chose est de se vouloir (de se croire ?) « Transgressif », une autre est de réussir à ne pas être un élément du système que l'on dénonce. Quel absolu permet-on de se réaliser quand on est dans la négativité perpétuelle ? La recherche de la performance permanente peut être intéressante au plan esthétique, mais localisée à l'Assemblée nationale ou sur les plateaux TV, quels effets rhizomiques (pour reprendre le vocabulaire de Félix Guattari), produit LFI dans la vie et les pratiques quotidiennes ? Etre anti-institutionnel dans l'institution, qu'est-ce que cela veut dire ? Enfin, que peut-on attendre d'une force politique dont la direction n'est pas élue, dont le dirigeant statutaire (Manuel Bompard) est surplombé par un dirigeant de fait (Jean-Luc Mélenchon) qui, par lassitude, se refuse à gérer les tâches ménagères inhérentes à toute formation politique (« qui ne sont pourtant pas dénuées d'une certaine noblesse », comme on dit dans les Tontons Flingueurs) ? Le charisme de son leader suffit aujourd'hui à réguler la machine. Enfin, tant que les succès sont au rendez-vous. Mais que ceux-ci viennent à manquer, que LFI fasse un mauvais score à la prochaine élection, perde son Mistral gagnant, et il n'y suffira plus.

C'est la légitimité de son fonctionnement et sa répugnance à laisser s'organiser des débats contradictoires qui seront questionnées. Ses accents communards sonneront alors comme creux. Les contradictions s'afficheront et les divergences internes sur la ligne politique, qui pour l'instant sont tues, seront rendues inévitablement visibles. Et sa visée d'une « autoorganisation du peuple » en créant de la conflictualité sonnera dans le vide.

De son côté, la droite européenne est extrêmement tentée par le repli identitaire, le retour aux frontières et aux garde barrières et n'hésite plus à recourir à l'arsenal idéologique de l'extrême droite. La droite française elle-même, à force de singer les partis frères du PPE, en continuant de se focaliser sur le discours identitaire de l'extrême-droite, s'est fissurée et s'en trouve aujourd'hui dangereusement fragilisée comme si le plus dur n'était pas encore arrivé. Avec le résultat suivant : la fraction la plus populaire de son électorat se laisse petit à petit aimer par le discours national social du RN, tandis que son aile libérale se sent de facto de plus en plus mal à l'aise avec le durcissement idéologique opéré depuis 2017. En réalité, cela fait depuis 2012 que la droite française ne sait plus où elle habite. Il ne faudra pas attendre longtemps pour que le pari de Laurent Wauquiez de tout miser sur la droite conservatrice, la droite « trocadériste », pour tenter de sauver ce qu'il pense être son noyau dur électoral, en pariant sinon sur l'échec du quinquennat Macron, du moins sur sa fragilisation et sur un retour « mécanique » de balancier en faveur de LR, montre ses limites et son côté extrêmement hasardeux. La droite traditionnelle qui ne veut toujours pas croire qu'un changement de logiciel lui serait aussi bénéfique que pour la gauche de gouvernement, est en encore plus « à la ramasse ». Laurent Wauquiez est invisible même quand il se montre affublé de sa parka rouge, inaudible même

quand il essaie de capter un micro, incapable de ne pas dire tout et son contraire. Comme s'il ne réussissait pas à habiter sa nouvelle fonction, rétif à toute introspection, tout travail politique de sa formation, depuis l'échec historique de 2017. Le paradoxe reste cependant cruel : devenir Mr « No Body » au moment où son rêve se réalise : prendre les rênes de LR. Seul, parmi les personnalités de premier plan, Bruno Retailleau, Pt du groupe LR au Sénat, s'est attelé à la tâche de manière sérieuse et méthodique, avec le volontarisme et la constance d'un moine-soldat, ambitionnant manifestement d'imaginer un nouveau corpus idéologique pour la droite, un chemin praticable pour sa famille politique. Pour (se) préparer le moment venu ? Le fait est que la base électorale de LR qui prétendait naguère rassembler les trois grandes sensibilités de la droite – légitimiste, orléaniste, bonapartiste – se dissout à l'extrême.

L'extrême droite, avec le RN, quant à elle, semble être ressuscitée de la dernière Présidentielle dont on avait pu penser un moment que Marine Le Pen, malgré la performance de son parti, ne se redresserait jamais de son gadin lors du débat télévisé et de ses approximations sur la question notamment de l'Euro. Plus que jamais aux portes du pouvoir, engrangeant, mine de rien, à la faveur du mouvement des Gilets jaunes. Plus que jamais représentant une option politique crédible si le quinquennat actuel ne réussissait pas, car les électeurs, de guerre lasse, ne se contenteraient plus de se dire « Pourquoi pas eux ? » mais pourraient bien traduire plus massivement encore qu'en 2017 leur envie de renverser la table dans leur bulletin de vote. Même si, en l'état actuel des choses, sa réserve de voix pour un deuxième tour reste toujours faible. Le souci écologique du RN lui permet de ratisser large, une façon de traduire leur stratégie du copiage du champ lexical de la gauche, de surfer sur les préoccupations et les peurs des Français, d'essayer de profiter de la faiblesse de l'écologie politique en France, en abordant tous les thèmes consensuels jusqu'à la cause animale, mais en gardant un positionnement pro-nucléaire. Mais le mix écologiste et nationaliste, qualifié d'« écologie patriote » (énergie renouvelable et nucléaire, défense de l'agriculture de proximité et voiture à hydrogène) qu'il promeut délimite ses propres ambitions.

Doit-on en conclure que faute de forces politiques en forme pour les porter, il serait vain de travailler à un nouveau projet politique ? Le phénomène des Gilets jaunes en montre au contraire l'absolue nécessité. Mais il convient d'intégrer que les modalités d'appartenance ou d'indentification politique ont profondément changé. L'invariant, c'est que les Français ont toujours pour tendance de brûler ce qu'ils ont adoré la veille. Le changement notable de ces dernières années, c'est qu'ils veulent bien consentir à soutenir, mais sans se démettre ou se soumettre. Les citoyens, et plus particulièrement les plus jeunes, ne veulent plus s'engager sur le long terme, plutôt ponctuellement ou par intermittence, et maugréent à devoir octroyer un blanc-seing aux élus ou aux dirigeants et animateurs politiques auxquels ils ont accordé leur confiance. Enfin, il serait temps de faire un peu plus confiance à la jeunesse, dont nous n'irons pas jusqu'à dire « qu'elle a raison contre tous les âges », mais qui sait se mobiliser - en dépit du fait qu'elle ne constitue pas à proprement parlé un groupe homogène aux pratiques et aux valeurs pas toujours si communes que cela - qui peut descendre dans la rue, comme à l'occasion des Marches mondiales pour le climat sur les questions de dérèglement climatique et de préservation de la biodiversité. La biodiversité est à n'en pas douter un élément important de notre qualité de vie qui mobilisera de plus en plus les générations futures.

Il reste que sur cette question comme sur l'évolution de la science ou l'état de l'agriculture, le PRé essaie de se garder de toutes idées ou préjugés à l'emporte pièces et, partant, de tout esprit de système. Nous avons autant de certitudes que de questions. En ce sens, nous ne croyons

pas dans la pertinence de ce courant dit de l'écologie profonde qui idéalise une nature vierge et pure que l'homme parasiterait, allant jusqu'à s'accommoder dans leur for intérieur des famines ou des épidémies. Alors que le problème de notre point de vue n'est pas tant l'homme, mais l'organisation sociale des sociétés humaines. Notre parti-pris n'est pas davantage dans ce qui est dénommé l'écologie radicale. Et si nous nous intéressons aux études sur une écologie intégrale qui promeut une économie permacirculaire (qui se veut comme une sorte d'économie circulaire Plus, avec une vision plus macro, qui considère le retour à une croissance de 0,5% par an comme une première étape, avec comme perspective de faire descendre les flux qui sous-tendent les activités humaines à hauteur de ce que permettent les limites planétaires, et de réduire la démographie), nous avons de forts doutes sur le mantra que constitue la décroissance qui pour nous reste largement un mythe dans le cadre actuel. La vision du PRé est globale, économique, sociale, et son ouverture totale à l'expérimentation technologique et sociale. Nous ne méconnaissons pas les limites de la planète mais sommes toujours prompts à nous poser des questions, car il n'est pas rare que l'enfer soit pavé de bonnes intentions. Sans doute qu'aussi le souvenir de Soleil vert (Soylent Green), ce film américain d'anticipation (1973) réalisé par Richard Fleischer, hante parfois notre esprit. Nous ne méconnaissons pas les dégâts de l'agriculture intensive (présente même en bio dans certains pays), avons conscience qu'il faut des garde-fous pour contenir les effets de l'empire de la logique techniciste (symbolisée d'une certaine manière par le nucléaire), posons pas moins la question des conséquences de la prédation sur les ressources naturelles, nous interrogeons depuis le début du PRé sur la perte de sens du travail, la création de besoins artificiels par le capitalisme pour maintenir sa croissance, comme sur la confiscation du débat politique.

Notre vision se veut tout sauf prophétique. Pragmatique dans ce que nous considérons que l'on peut travailler à la fois sur des « utopies concrètes », partir du réel et valoriser l'existant dans ce qu'il a d'innovant dans l'expérimentation de nouveaux rapports économiques et sociaux. De ce point de vue, l'on ne peut que s'étonner que ce que l'on appelle l'économie sociale ne soit pas mieux valorisée ? Pourquoi ce secteur important - que l'on disait du « troisième secteur » autrefois, aux côtés du secteur public et privé, regroupant coopératives, mutuelles et associations - qui se distingue par l'absence d'actionnaires à rémunérer et un principe de fonctionnement simple au travers de la libre adhésion et du contrôle démocratique (s'incarnant dans le slogan « Un Homme, une voix ») et un principe d'action fort (la solidarité), n'est pas plus soutenu en 2018 ? Le fait est que depuis la nomination, en 1981, de Pierre Roussel, conseiller technique du Premier ministre Pierre Mauroy, au poste de Délégué à l'Economie sociale (auprès de Michel Rocard, ministre du Plan et de l'aménagement du territoire) à la faveur de l'arrivée de la gauche au pouvoir, qui marquait la reconnaissance du secteur, on a parfois l'impression d'avoir connu plus de déceptions que de satisfactions. Ceux d'entre nous qui évoluait dans ce secteur à l'époque ou y faisaient leurs premiers pas comme militants mutualistes se souviennent de l'enthousiasme que cette nomination avait suscité. Certes, l'esprit de chapelle et le repli sur soi dont ils se croyaient préservés ont parfois freiné, voire empêché le développement et l'amélioration de la compétitivité de ces organismes. Mais cela ne suffit pas à expliquer la relative marginalisation, au plan politique pour le moins, d'un secteur qui aujourd'hui représente 10 % du produit intérieur brut en France, 12,7 % des emplois privés et compte 2,38 millions de salariés. Roger Belot qui s'apprête à quitter la présidence de l'ESS-France (Chambre française de l'économie sociale et solidaire) se désole à devoir répéter « qu'Aujourd'hui, des instituteurs qui voudraient créer une entreprise d'assurance, on leur interdirait. Ils seraient considérés comme des fous dangereux ». Il faut bien avouer qu'il résume

assez bien l'une des inquiétudes que nous nous posons depuis longtemps pour l'avenir de l'économie sociale. On ne peut que constater avec l'ancien PDG du groupe Maif, que l'aventure de la MAIF quand, dans les années trente, une poignée d'instituteurs sont devenus leurs propres assureurs, serait aujourd'hui impossible à cause de la réglementation en vigueur. Le besoin de reconnaissance reste aujourd'hui intact malgré des années de travail et d'effort auprès des pouvoirs publics en France et en Europe pour que soit enfin reconnu ce pan non négligeable de l'économie qui par certains aspects pourraient indiquer la voie à suivre pour qui voudrait changer les modes de production et de consommation actuels. L'impression d'être tenu pour quantité négligeable ne date pas de 2017. Le gouvernement a présenté fin novembre un "Pacte de croissance pour l'économie sociale et solidaire". Un secteur qui « a gagné le combat des valeurs » mais qui doit « gagner le combat de la visibilité », a estimé François de Rugy. Le pacte, qui comprend une vingtaine de mesures pour « libérer les énergies des entreprises de l'ESS », mise notamment sur la commande publique. Il s'appuie aussi sur une convention avec la Banque des Territoires qui apportera 150 millions d'euros au secteur. Le hic, c'est que ce pacte de croissance est sorti sans que les acteurs aient eu le sentiment d'y avoir été y associé. D'où l'impression de ne pas vraiment intéresser pas le pouvoir actuel. Il n'est pas sûr qu'ils n'aient pas eu le même sentiment sous le quinquennat précédent.

Le monde associatif a dû encaisser le choc des réductions de subventions à l'échelle nationale et locale, ainsi que le coup d'arrêt brutal aux contrats aidés mettant en péril le travail de tous ces organismes faisant un travail d'utilité sociale primordial. L'ensemble du secteur a dû passer sous les fourches caudines des réglementations françaises et européennes avec la crainte de devoir se couler dans le moule libéral de la Commission de Bruxelles, au risque de ne plus se distinguer des entreprises capitalistes classiques. Paradoxal selon les acteurs du secteur, qui soulignent avec Roger Belot qu'à leurs yeux, face aux crises sociale et écologique, l'économie sociale n'a jamais été aussi à la pointe : « On répète qu'il a fallu dix ans aux entreprises après la crise pour récupérer leur niveau de 2008. Mais les mutuelles n'ont pas eu ce problème. Elles ne rémunèrent pas d'actionnaires : elles ont la capacité à travailler sans la pression du court terme. Le profit n'est pas la solution à la crise sociale et environnementale. »

Au fond, une façon d'être « progressiste » aujourd'hui, d'être « de gauche » ou ce que l'on veut, à défaut d'une autre catégorisation qui fasse sens, c'est d'aspirer à l'émancipation et de s'en donner les moyens. Le projet de société que nous promovons, nous le voulons porteur d'émancipation individuelle et collective. Ce projet s'appuie sur une critique du capitalisme productiviste et sur le constat que la logique marchande s'oppose trop souvent à la justice sociale mais aussi à la qualité existentielle de la vie des individus et à la préservation des univers naturels. Il met le doigt sur la contradiction capital / nature qui non seulement persiste mais s'accroît. Il pointe également les limites du courant de la décroissance et sa vision négative de la nature humaine. Comme le PRé ne s'interdit pas de penser de temps à autre avec et contre Karl (Marx), nous pouvons noter chez lui qu'une société émancipatrice doit libérer les désirs humains créateurs de leurs entraves, comme la marchandisation et la spécialisation du travail, alors qu'au contraire, les « décroissants » veulent davantage encadrer les désirs humains pour leur imposer davantage de limites et de contraintes. La frugalité, l'ascèse, l'enracinement local devenant de ce point de vue des valeurs assez réactionnaires, celles-là mêmes fondant précisément la décroissance. Le projet social-écologiste que nous défendons reconnaît quatre sources fondamentales d'inspiration quitte à paraître assez peu conformistes ou assez iconoclastes : « libérale » au sens politique, culturel – qui contrairement à ce que laisse entendre sa sonorité lexicale n'appartient pas à la même sphère que le libéralisme économique ou que

l'individualisme libéral - (l'individu doit pouvoir devenir autonome et son aspiration à le devenir est légitime), « libertaire » (l'individu doit pouvoir s'épanouir), « socialiste » (la société et les hommes doivent s'améliorer), coopérative (on est plus libres et plus forts ensemble), écologique (de la nature et donc de l'Homme). C'est de s'efforcer de réarticuler le monde avec le local, le collectif, le commun, avec le singulier, l'extime avec l'intime. C'est aussi de réintégrer le sociétal dans le social. Tant leur dissociation a souvent conduit ces dernières années à faire l'économie de réformes sociales au prétexte de réformes sociétales. Alors que la distinction entre les deux est on ne peut plus flottante. On voit bien par exemple que la famille, ses institutions, la question des pratiques relatives à la reproduction des humains est aussi bien sociale que sociétale. Elle relève à la fois de la vie, du travail et du langage. Gardons-nous, sinon de la supercherie, du moins de la facilité à vouloir lire cette distinction en utilisant la grille droite/gauche, quand ce n'est pas à vouloir relancer artificiellement le clivage droite-gauche au travers la revendication d'une liberté nouvelle (on l'a vu notamment côté PS lors du mariage pour tous), quand il s'agit plutôt de savoir si cette revendication marque un degré nouveau de liberté effective. Les clivages sur les questions dites « sociétales » se redistribuent souvent en réalité selon trois positions : conservatrice, largement trans-partisane ; libérale prudentielle, qui interroge les conséquences anthropologiques de la nouvelle liberté ou du nouveau droit envisagés, en prenant en compte ce qu'implique par exemple sur les questions de procréation la domination (ou la possibilité de domination) de l'argent et de la marchandisation du corps humain sur la nouvelle liberté ; libertarienne, qui estime que tout désir est légitime s'il ne porte pas préjudice à la liberté d'autrui. Trois positions qui doivent pouvoir être discutées également. L'important, de notre point de vue, étant de ne pas céder à la tentation de procéder à une substitution des priorités, de rester ouvert et pas aveugle aux exigences éthiques, politiques et juridiques, de ne pas tomber dans le relativisme intégral, de ne jamais cesser de se poser la question de savoir comment on élabore des lois et on établit des institutions qui soient justes.

Ce projet politique est celui que le PRé s'attache à promouvoir depuis 2010 : un projet social-écologiste [27] qui colle à la fois aux enjeux de la transition écologique, aux nouveaux modes nécessaires de production, de consommation et de relations humaines, ainsi qu'au désir d'éthique porté haut et fort par la jeunesse. Car pour nous, la Transition écologique n'est pas une fin, c'est un outil pour gérer notre survie aux dérèglements climatiques, la conversion vers des énergies non carbonées, mais aussi une opportunité pour tenter de passer à un autre modèle de développement humain plus respectueux de la nature et des Hommes, fondé sur autre chose que sur l'inégalité, le privilège et la recherche du profit, une étape vers un mieux-vivre. Notre conviction est que la transition écologique et énergétique ne pourra se mener sur le dos des moins bien lotis, sera vaine si on ne réduit pas les inégalités, si on n'améliore pas la protection sociale et si on manque d'ambitions sur la question des mobilités, en matière de transports en commun publics accessibles ou « gratuits ».

A défaut de mener de front ces deux politiques, écologique et sociale, on augmente le risque de voir l'extrême droite et une partie de la droite s'engouffrer dans la brèche en prétendant une nouvelle fois défendre les intérêts du peuple contre « les élites » ou contre « les bobos », c'est selon. En faisant deux victimes : la lutte pour le climat qui en pâtira et la démocratie. Ne nous racontons pas d'histoire pour autant, ne doutons pas que le système capitaliste, sous la pression des populations et le cas échéant de quelques gouvernements, finisse, après avoir résisté, à intégrer ce qu'il considère comme une nouvelle contrainte, comme il a réussi à le faire chaque fois qu'un obstacle s'est dressé contre lui. Cela ne doit pas empêcher de penser une (r) évolution économique, sociale et culturelle. Cela ne doit pas empêcher de penser un nouveau projet de

société et de civilisation, au lieu de passer son temps à le perdre et à désenchanter son monde en ne faisant que dénoncer le système actuel. Il est tout aussi irresponsable de laisser les questions de terre, de terroirs, de territoires, de pays, de peuple, être appropriées par l'extrême droite au motif qu'elles seraient associées à la pensée réactionnaire, alors qu'elles parlent depuis toujours aux Français. De la même façon, le projet que le PRé propose refuse de choisir entre luttes sociales pour l'égalité et combat contre le sexisme, le racisme, l'homophobie. C'est un projet, dont nous souhaitons qu'il fasse aussi un peu plus droit à la justice. Egalement à la justice climatique, qui reste à créer, qui ne se fasse pas au détriment d'une justice sociale à laquelle nous restons profondément attachés, qui elle-même fait figure de parent pauvre de la justice judiciaire. Non pas pour s'abandonner à une judiciarisation qui donnerait aux juges un pouvoir exorbitant en matière de production de normes, quand le pouvoir de faire respecter le droit existant serait déjà une avancée notable. Le cas de l'Affaire du siècle, cette campagne de justice climatique initiée en France par quatre associations (Fondation pour la nature et l'homme, Greenpeace France, Notre affaire à tous et Oxfam France) le 17 décembre 2018 dernier, plutôt sympathique, visant à poursuivre en justice l'État pour son inaction en matière de lutte contre le réchauffement climatique, illustre le caractère délicat au plan juridique de la démarche. Le juge français aura beaucoup de mal à faire valoir la preuve de l'existence d'un lien de causalité entre l'inaction de l'État français et le changement climatique global. On ne voit pas sur quel texte à portée suffisamment normative il pourrait s'appuyer pour étayer un éventuel manquement de l'Etat. L'article 1er de la Charte de l'environnement (sur le droit de chacun à jouir d'un environnement sain) n'est pas susceptible d'y suffire. Auquel cas, la démarche, partant d'un bon sentiment, pourrait se révéler contre-productive, accroître plus encore le fossé entre l'Etat et la société civile et retarder d'autant les mesures à prendre du côté du pouvoir exécutif. Sans compter qu'il est douteux que le juge dans l'hypothèse où il retiendrait la carence de l'Etat l'oblige à autre chose qu'une obligation symbolique de résultat. Alors que ce qui nous intéresse, c'est une obligation de moyens.

L'idée que nous avons d'une social-écologie est à mille lieux, faut-il le préciser, d'un écologisme millénariste qui postule la nature parfaite et naturellement bienveillante. C'est tout le contraire d'une religion de salut terrestre, prônée par certains, très inspirée par les mondes scandinave et anglo-saxon qui pousse à une écologie punitive. Egalement inspirée par les mises en garde du Conseil Œcuménique des Eglises (constitué par la plupart des églises chrétiennes, réformées, orthodoxes, évangéliques, à l'exception de l'église catholique romaine qui y collabore à titre d'observatrice) qui, depuis 1983, travaille à faire partager son souci de sauvegarde de ce qu'elle appelle La Création. C'est une idée totalement imperméable à certains de ces courants qui vont de l'extrême gauche à l'extrême droite, qui semblent se réactiver aujourd'hui, après avoir pointé leur nez dans les années 70. Rien à voir donc avec un quelconque retour à la terre, un ré-ensauvagement, un refus a priori du «progrès», ou une volonté de revenir à un état de nature antérieur qui renverrait à l'invocation des lois naturelles et de l'élan vers la nature de certains traditionalistes contre-révolutionnaires, nationalistes (de Barrès à Taine). « Notre » social-écologie n'est pas allergique au suffrage universel, elle ne méprise pas la démocratie, ne désigne pas la République comme la "gueuse". Notre social-écologie n'est pas cet écologisme qui partagerait le thème du régionalisme, de la critique des partis et de l'antiparlementarisme. Le projet que le PRé défend promet au contraire la conjugaison des vertus républicaines et des vertus écologistes, pour éviter qu'à défaut, le seul gagnant soit le libre-échange mondial qui ne ferait qu'une bouchée de l'urgence écologiste qui ne manquerait pas d'être sacrifiée sur l'autel de la marchandisation tous azimuts. Notre projet

d'une social-écologie ne prétend pas davantage délivrer des sermons en faveur de la « noncroissance » ou de la « croissance négative », que nous tenons pour illusoires et irresponsables, car dans le cadre actuel, cela ne pourrait que conduire à de la stagnation, du chômage, à un accroissement de l'écart qui sépare riches et pauvres et ne réussirait en réalité qu'à interdire toute répartition plus équitable des richesses. Pas franchement partisans non plus des prêches démobilisatrices d'une écologie « effondriste », « collapsologiste », celle qui nous annonce la fin de l'Humanité en 2050 et imagine des communautés locales autonomes fondées sur l'entraide. Et pourquoi pas une écologie survivaliste du nom de ce mouvement américain qui s'arme, construit des bunkers et empile des conserves lyophilisées et n'est capable que de délivrer un message catastrophiste impropre à s'armer réellement pour lutter contre les dérèglements climatiques ?! Cela ne nous empêche pas de considérer que la nouvelle éthique requise pour affronter le présent, doit pouvoir s'appuyer sur le principe de précaution, un tant soit peu sur « l'heuristique de la peur » en ce sens qu'elle peut utilement nourrir une politique de la responsabilité pour le monde à venir, ainsi que l'a montré Hans Jonas: « Seule la prévision de la déformation de l'homme nous fournit le concept de l'homme qui permet de s'en prémunir. » (in *Le Principe Responsabilité. Une éthique pour la civilisation technologique*, 1979). Contre l'impératif de « modernisation » à tous crins, celle qui surtout détruit et tend méthodiquement à abolir le passé, l'humanisme (souvent) tragique peut être aussi héroïque. C'est tout le mal que nous souhaitons à l'humanité.

Une social-écologie a une fenêtre devant elle : libre de droits, elle peut être appropriée par qui le voudrait - formations politiques actuelles ou à venir - qui auraient compris que c'est une façon de se coltiner la transition énergétique et ses difficultés, mais aussi de relancer l'espérance. Une autre façon de se régénérer politiquement ou de se générer tout simplement. Une opportunité pour dépasser l'épuisement d'un système politique bâti sur une alternance entre deux grands partis. L'espace politique existe pour un projet global allant au-delà des 50 nuances de Vert. On ne peut que se féliciter que de la droite à la gauche, tous les partis cherchent à obtenir le label Vert. Le RN défend une écologie populaire, comme LFI (qui utilise aussi le vocable générique « d'Eco-Socialisme »), même si le contenu et surtout les modalités divergent quelque peu. Il prône le localisme, le locavore – avec cette réserve de l'ADEME qui estime qu'en termes d'impact sur l'environnement, la diversité des circuits courts ne permet pas d'affirmer qu'ils présentent systématiquement un meilleur bilan environnemental que les circuits « longs », notamment en matière de consommation d'énergie et d'émissions de gaz à effet de serre. Les modes de production étant apparemment plus déterminants en matière de bilan environnemental que le mode de distribution – et propose de surtaxer les importations anti-écologiques, de la même façon que certains courants d'EELV qui, en France, se différencient de leurs cousins allemands, les Grünen, sur le point du protectionnisme. A condition de comprendre qu'une transition écologique et solidaire exige des mesures fortes et des moyens à la hauteur, qui ne s'épuisent pas devant la perspective obsédante de bouleversements disruptifs, ni ne s'égarer dans la réécriture à l'envers des conquêtes sociales historiques. Un projet social-écologiste est possible qui refuserait de céder à l'extrême-droitisation idéologique à gauches, comme à la tentation de la « trumpisation », que l'on voit poindre, notamment chez la gauche dite « radicale », mais aussi chez certaines figures de la gauche institutionnelle. Cependant que l'extrême droite est en train de finir de voler aux gauches une bonne part de leurs postures et de son lexique (« critique », critique du « système », critique du néolibéralisme, critique des banques, critiques de la mondialisation, critique des

médias, la posture de rebelle, les mots « peuple », « social », « République », « laïcité », etc. Sur fond de valorisation du « politiquement incorrect » ; Jaurès...).

Le projet proposé par le PRé a une ambition folle : unir, relier, structurer et transmettre. Sans oublier le souci de ce que regrettait le philosophe Michel Serres à l'occasion du Sommet de Copenhague : ce « partenaire essentiel » non invité, « composé d'air ; de feu et d'être vivants, la Biogée, pour dire en un seul mot la vie et la terre ». Il n'est évidemment pas question ici de s'en remettre à quelque « religion séculière » en « isme » que ce soit, aux mythes de la modernité, défiant la nation ethnique, la classe ouvrière ou encore la « main invisible » du marché, dont on a constaté dans le passé et plus récemment encore les déboires et les impasses. Ce projet tel que nous le voyons fait confiance à la force de la République et de la laïcité, n'éprouve nul besoin de les adjectiver, mais entend et appelle à en faire respecter et l'esprit et la lettre, les valeurs et les principes. Notre conviction est que ce projet d'une social-écologie peut être une opportunité pour des forces de progrès qui prendraient appui sur le bouleversement de notre système partisan, sans perdre du temps et de l'énergie à fantasmer sur la solidité de la 51ème république, en s'efforçant de faire disparaître les frustrations qui l'ont ébranlé. Une donnée est à considérer : l'écologie politique est devenue obsolète ces dernières années en France, comme parti politique (nonobstant ses généralement bons résultats aux élections européennes, mais qu'elle n'arrive pas à stabiliser au plan hexagonal), mais l'écologie comme mouvement social, elle, n'est pas morte, elle existe et progresse dans les consciences, au point où elle a infusé aujourd'hui dans quasiment toutes les formations politiques et les ONG. L'écologie politique, incarnée en France par le canal historique EELV, en était arrivée à un point tel que les questions d'environnement étaient presque devenues le cadet de ses soucis préférant la tactique à la stratégie qui lui demandait moins d'efforts et moins d'implication / moins de risque de compromis dans le collectif national, préférant son chez soi avec la chaleur des jeux d'appareil et des postures politiques à l'extérieur.

De sorte que même LaREM - ou la majorité présidentielle - n'est pas la dernière à être « éligible » pour prétendre faire sienne ce projet d'une social-écologie. Disons les choses un peu crûment : son champion peut-il vraiment se contenter d'être ce nouveau Turgot que d'aucuns décrivent ? Les difficultés actuelles devraient au contraire les inciter à franchir le pas, à entamer comme un acte deux du quinquennat, à marquer l'histoire pour avoir su se dépasser et conjuguer économie, social et écologie. En revivifiant un certain libéralisme politique, dont il n'y a aucune raison d'en laisser la propriété exclusive à la droite, Emmanuel Macron ne manque pas d'atouts au plan politique et social. Il faut reconnaître qu'il a fait siennes positivement des formes nouvelles de participation dans la conception de son projet, ainsi que la thématique de la bienveillance. Il lui « suffirait » juste de passer des paroles à des actes forts en matière de Transition écologique et solidaire et de bien vouloir considérer les limites d'un pouvoir « jupitérien » dans un monde où les Hommes continuent de se vouer à plusieurs dieux. Et si, à la faveur de leur conversion à cette idée d'une social-écologie, de cette urgence écologique et sociale, la majorité présidentielle proposait quelque chose comme un contrat naturel à la nation ? Un contrat par lequel l'Homme s'engagerait à respecter le monde qu'il a reçu en partage, sans juger le besoin qui fut le sien de s'émanciper du joug de la nécessité, mais un contrat qui reconnaîtrait des devoirs de l'humanité envers la nature mais aussi envers les générations futures.

Si, comme l'analyse Philippe Raynaud [28], professeur de sciences politique, « la révolution d'En Marche se situe à l'intersection de 1789 et la tradition whig » en Angleterre, rien ne

s'oppose intellectuellement et encore moins politiquement à ce qu'il intègre à sa stratégie la vision d'une social-écologie. On se souvient en effet que durant la campagne électorale, Emmanuel Macron a établi un lien entre la société contemporaine et celle de l'Ancien régime en crise et qu'il a commencé à organiser par ailleurs un clivage entre progressistes et conservateurs, sur le modèle précisément des whigs - libéraux - contre les tories - conservateurs - dans l'Angleterre des XVIII^e et XIX^e siècles, lui faisant opposer l'élite des villes et la vieille bourgeoisie en province, ainsi que des métiers réglementés aux privilèges professionnels, l'innovation contre la tradition, la finance contre la rente foncière. Car l'enjeu pour lui reste d'élargir sa base sociale. Il n'est pas interdit de penser qu'il réussisse à se départir d'une certaine autosatisfaction, malgré des succès engrangés après avoir réussi à franchir des obstacles jugés jusque-là insurmontables sur des sujets tels le travail ou l'université, pour aller de l'avant. Rien n'est exclu, pas même qu'il réussisse l'essentiel de son programme socio-économique, surtout si la conjoncture économique est favorable. Mais cela ne suffira pas forcément à neutraliser toutes les oppositions conservatrices, tant le ressentiment tous azimuts prospère ces dernières années sur lequel elles continuent et continueront de compter pour fédérer. Comme le note justement Philippe Raynaud, le cas du président polonais Lech Kaczyński (2005-2010) donne à réfléchir : ce dernier, conservateur, a été élu alors que le gouvernement précédent avait un bilan positif au plan économique. Il n'est donc pas farfelu d'imaginer ce scénario d'un retour des conservateurs après la présidence Macron. Ce qui se passe avec les populismes en Europe centrale montre que cette situation n'est pas qu'une spéculation et qu'il y a d'autres paramètres à considérer, d'où la nécessité de conforter et d'élargir sa base sociale actuelle en allant au-delà de sa lutte stratégique en faveur du risque contre la rente entamée depuis sa nomination comme secrétaire général adjoint de la présidence de la République en 2012.

Vu du côté de la mécanique d'une telle métamorphose, la chose serait d'autant plus aisée que LaREM n'a que deux ans d'existence, ne dispose pas encore de corpus idéologique (qui reste à élaborer), n'a pas de projet politique formalisé - de ce point de vue le « macronisme » évoqué l'est de manière impropre - et pourrait donc se nourrir d'un projet « social-écologiste » si elle le décidait et si elle le jugeait compatible. Ceci pourrait être rendu plus facile par le fait que contrairement aux formations anciennes, le patriotisme de parti n'ayant pas eu le temps de s'installer à LaREM, rien ou pas grand-chose n'est susceptible de freiner les évolutions nécessaires ; le dépassement du mouvement actuel, voire le surgissement d'un ensemble plus large. L'opportunité lui en est doublement donnée par les Gilets Jaunes qui devrait l'obliger à mettre les bouchées doubles pour penser sa doctrine, marcher sans plus tarder sur ses deux jambes, repenser son organisation, contourner la difficulté que constitue le fait que le Premier ministre n'appartient à aucun des partis de la majorité et qu'il lui est de ce fait malaisé de se poser comme chef de cette majorité, former les cadres intermédiaires qui lui font cruellement défaut aujourd'hui, tout en maintenant à minima sa base électorale actuelle (ce qui n'est pas acquis d'avance) et en l'élargissant si possible vers sa gauche. Car on a beau avoir la prétention d'animer un mouvement plutôt qu'un parti politique (sous-entendu de l'ancien monde), il n'en reste pas moins qu'il y a des fondamentaux en politique dont on ne peut pas faire l'économie, en tous les cas pas dans une période transitionnelle. Certes, dans cette hypothèse, cela devrait amener Emmanuel Macron à réviser son optimisme qui a quelque peu péché par excès dans ce que la volonté politique pouvait réaliser seule. Moyennant quoi, il a fait la même erreur que Jacques Chirac qui en 2002, après avoir fait 82 % face à Le Pen, n'a pas su proposer au PS un programme d'unité nationale. Chaque pouvoir a souvent tendance à penser qu'il pourra gouverner avec sa seule base politique. Emmanuel Macron lui-même n'a pas voulu tenir compte

du fait que beaucoup de ses électeurs du deuxième tour n'avaient pas adhéré à son programme. Il a misé sur le fait qu'il pouvait se contenter d'une large victoire législative en trompe-l'œil pour affirmer que son projet était bel et bien validé. Alors qu'il aurait pu trouver le moyen d'inclure ce large spectre qui a fait son score final, de Hamon à Juppé. La majorité présidentielle s'est plutôt convaincue qu'à elle seule elle pouvait réformer. A l'évidence ce n'est pas le cas. C'est pour le moins beaucoup plus difficile.

C'est aussi oublier les leçons instructives de Mitterrand et Rocard, qui disaient en 1988, que les majorités trop larges sont des catastrophes car elles empêchent de faire de la politique au-delà du programme originel perçu comme les tables de la loi. C'est surtout prendre le risque de se rétrécir politiquement et d'être fatalement enclin à se durcir inutilement. La majorité présidentielle a jusqu'à maintenant un fonctionnement réglementaire à l'excès qui empêche tout débat. Sur certains textes, des amendements PS ou LR auraient pu être adoptés, mais ils ont été systématiquement retoqués. Jusqu'au Modem qui fait pourtant partie de la majorité à qui il a été demandé de se mettre un bâillon sur la bouche. Ce n'est ni raisonnable, ni utile, ni efficace et met en exergue la faiblesse de la majorité.

Le risque pour LaREM - nous l'avions déjà pressenti en juillet 2017 - si elle n'arrive pas à faire cohabiter en son sein si ce n'est un pôle, du moins une sensibilité de « gauche » et une autre de « droite », c'est de devenir l'UNR (Union pour la nouvelle République), le parti créé en octobre 1958 sur les cendres de l'UPF, pour le seul soutien du général de Gaulle. On comprend les réticences au départ tant le souvenir des dégâts causés par les courants au sein du PS et les voltiges des « frondeurs » à l'AN ont pu agir comme des repoussoirs. Mais on voit bien qu'il faut à la majorité présidentielle surmonter maintenant ses appréhensions si elle veut s'ancrer dans ce qu'elle appelle le progressisme et le temps, et si elle souhaite vraiment répondre aux attentes des Français, sans remettre les réformes au lendemain et sans décevoir sa base sociale. Elle doit admettre l'idée simple que plus il y aura de débats au sein de LaREM, mieux ce sera pour le pays. Et accessoirement qu'un « fondé de pouvoir » à la tête de LaREM, si cela pouvait se justifier dans une phase de lancement et de conquête du pouvoir, n'est pas forcément la formule adéquate si elle veut continuer à aller de l'avant en s'agrégeant de nouveaux marcheurs tout en gardant les anciens. Evidemment c'est du boulot, mais elle en sortirait fortifiée.

Nous avons ici évidemment plus de questions, dans la mise en tension de pôles distincts de la transformation économique, sociale et politique, que de réponses unifiées et définitives. Mais une certitude : la démocratie n'est pas absence de conflits. Et une intuition (plusieurs fois évoquée): « l'équilibration des contraires » [29] chère au socialiste libertaire Pierre-Joseph Proudhon - qui a abandonné en 1858 (De la justice) la notion de « synthèse » empruntée à Hegel au motif que l'antinomie ne se résout pas - pourrait être sans doute plus utile, même si plus complexe, dans les mois ou les années qui viennent, comme nous l'avions déjà noté en 2017, que la logique de « l'harmonie », de « la synthèse » ou de « l'unité » tant privilégiée par le passé. Avec le succès que l'on sait. Cette « équilibration des contraires » qu'il a appliquée à la question de la propriété et à la science économique, a également largement pensé les formes de l'économie solidaire contemporaine, ce que l'on a trop oublié. Il n'y a guère que la filière bio-équitable qu'il n'a pas théorisé. Cette équilibration serait très utile sur la question de savoir quelle organisation sociale l'on veut, qui sache ménager une équilibration entre intérêt commun et intérêt individuel.

L'art du contrepoint appliqué en politique pourrait y aider de la même façon. On peut apprendre beaucoup de la musique. Dans le contrepoint, les mélodies se superposent à égalité.

Bach fut un champion dans son genre. Ainsi peuvent apparaître des « fugues harmoniques » : superpositions de mélodies. Appliqué à la politique, on pourrait dépasser le mirage de l'harmonie, aller au de-là de l'utilisation des accords pour composer un projet politique contrapuntique qui procéderait comme d'une alchimie superposant à un socle principal d'une ou plusieurs autres parties, à la fois indépendantes et parfaitement unies, qui dessinerait une cohérence d'ensemble. Entre utopie libertarienne et dystopie orwellienne, n'y aurait-il aucun espace pour une coopération plurielle, afin de faire évoluer notre système démocratique vers plus d'intelligence collective, inclusive, durable, sociale et écologique ?